

PIB et écologie : est-ce compatible ?

6 janvier 2014

Christophe Ramaux (Université Paris I)

Le PIB (Produit intérieur brut) est un indicateur très utile : grâce à lui, on mesure la production de richesse monétaire (2 032 milliards en 2012), sa répartition (entre salaire et profit par exemple) et son utilisation (consommation et investissement). C'est grâce au PIB que l'on peut mesurer les inégalités de revenus, mais aussi l'importance des services publics (les fonctionnaires produisent 333 milliards, soit 15 % du PIB) ou bien des prestations sociales. En moyenne, en France, près de la moitié du revenu des ménages est constituée de prestations sociales (600 milliards de retraite, remboursements de soins, allocations familiales, chômage...) et de consommation de services publics non marchands (éducation, hôpital, culture...). La dépense publique est élevée, mais rien ne se perd, cela se retrouve en termes de consommation des ménages.

Le PIB ne prend pas en compte les activités bénévoles et domestiques. C'est heureux, au risque sinon de tout marchandiser (le bénévolat) ou d'encourager le maintien des femmes au foyer. Le PIB, comme tout indicateur statistique, est limité : il ne prend en compte que les richesses monétaires et non toutes les richesses (l'amitié, le niveau d'éducation, de santé, etc.), même si les secondes dépendent souvent des premières (les dépenses d'éducation ou de santé sont plus élevées quand le PIB l'est). Plutôt que de critiquer le PIB, c'est à la construction d'autres indicateurs à laquelle on doit s'atteler, afin en particulier de prendre en compte les enjeux écologiques. Le Bilan carbone développé par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) permet, par exemple, de bien saisir les enjeux associés à la réduction des gaz à effet de serre (GES).

Réduire les GES, cela suppose, en premier lieu, des investissements publics massifs : rénovation thermique des bâtiments, développement des énergies renouvelables, des transports collectifs, relocalisation des productions. Tout cela aurait des effets positifs sur le PIB. Le développement des productions biologiques ou « raisonnées », en lieu et place des « productivistes », augmente aussi le PIB. Si on ajoute les besoins en matière d'éducation, de santé, de culture, qui jouent dans le même sens, c'est finalement le découplage entre croissance du PIB et GES qui apparaît possible.

Certaines productions doivent incontestablement décroître (grosses cylindrées, gaspillage associé à l'obsolescence programmée de certains produits, etc.), mais d'autres, bien plus importantes, doivent augmenter afin de satisfaire les besoins sociaux et écologiques. L'enjeu est bien ici : utiliser, en amont, les indicateurs écologiques, afin de privilégier certaines productions plutôt que d'autres.